1er tour

Elections Législatives du 23 Novembre 1958 — Département des Landes (Circonscription de Dax)

Electrices, Electeurs !

Vous êtes appelés dans quelques jours à choisir un Député. Je suis de ceux qui sollicitent vos suffrages. Vous avez le droit de savoir dans quel esprit je me présente à vous.

La France au bord de l'abîme

Le 13 Mai dernier la France était au bord de l'abîme : après la perte de l'Indochine, l'abandon de la Tunisie et du Maroc, le Pays tout entier se demandait si la France allait définitivement tout lâcher. Dans le même temps les caisses de l'Etat étaient vides, «l'impasse», mot commode camouflant mal le déficit, dépassait 1.000 milliards ! Une récession économique s'annonçait. La Guerre civile, pour tous ces motifs réunis paraissait imminente.

COMMENT EN ETIONS-NOUS ARRIVES LA ? alors que notre population augmentait, que notre industrie était en expansion, que les prix avaient été stabilisés, que d'immenses richesses nouvelles s'ouvraient à nous au Sahara, que notre productivité s'améliorait ?

Il y a deux causes essentielles à cette faillite du pouvoir : d'abord nous nous sommes entredéchirés sur des **mots vides de sens** fondés plus sur des idéologies que sur la réalité ; nous avons opposé la **droite** à la **gauche**, la **liberté** au **dirigisme**, la **réaction** à l'esprit **social**, le **colonialisme** à l'esprit **libéral**, etc... comme si ces mots avaient une valeur en eux-mêmes ! et alors que la réalité ne se laisse pas enfermer dans des systèmes aussi simplistes. Notre génération ne veut plus de ces divisions artificielles qui sont un véritable cancer de l'unité nationale.

La seconde cause de cette faillite réside dans l'instabilité non seulement du pouvoir, mais surtout des **hommes** qui d'un mois à l'autre changeaient non seulement d'opinion mais de politique, passant d'un contraire à l'autre, d'une tendance à l'autre... Bien des «ultras» d'aujourd'hui étaient hier des supporters de M. MENDES-FRANCE.

Ces querelles de mots, ce refus de voir de façon réaliste les problèmes, cette instabilité des esprits a failli nous mener à notre perte.

Le vrai rôle du Parlement

Par un retour des choses dont la France a le secret, l'âbime frolé a été évité de justesse. Le **Général de GAULLE** unanimement appuyé par le Pays, a pris en main la direction de l'Etat. **Mais tout reste à faire.** Il ne suffit pas d'avoir un chef pour éviter les périls qui nous guettent ; la collaboration de tous est nécessaire, à commencer par celle des futurs députés.

On a dit que la nouvelle Constitution réduisait le rôle du Parlement. C'est faux ; elle remet **le Parlement à sa vraie place.** Le rôle du Parlement n'est pas de se substituer au Gouvernement dans la direction de la politique étrangère ou d'outre-mer, de déterminer la conduite des armées, ni même de fixer les dépenses. Cela, c'est le rôle du pouvoir exécutif. Le Parlement est d'abord fait pour voter les lois, et notamment pour voter l'impôt et en surveiller l'emploi. Ce rôle a été oublié au point que l'Assemblée n'examinait pratiquement plus le budget (sauf pour décider de dépenses nouvelles !). Désormais le Parlement devra se consacrer à cette tâche essentielle de gestion des finances de l'Etat, mission capitale d'où dépend la vie même de la Nation.

Réforme des Finances

Car la plupart des problèmes qui assaillent notre Pays seraient aisément résolus si nos finances et par contrecoup notre économie étaient sainement dirigées.

Le train de vie de l'Etat doit être réduit. Tout le monde le dit et prétend le vouloir. Mais les ministères proposent une série de dépenses nouvelles qui porteraient le déficit à 1300 milliards !

Des **économies** substantielles peuvent être trouvées par un contrôle sérieux des marchés de l'Etat, et notamment en rétablissant dans ce domaine une concurrence trop oubliée. Les dépenses qui ne sont pas absolument indispensables doivent être rejetées. Les **subventions économiques** doivent être supprimées. Elles sont détestables dans leur principe, et inefficaces en fait, car leurs bénéficiaires en supportent indirectement la charge sous forme d'impôts !

L'appareil administratif doit être réduit : il est inadmissible qu'il y ait en France près de deux fois plus de **fonctionnaires** qu'en Angleterre ou qu'en Allemagne ! notamment dans les administrations centrales et les ministères où on les emploie souvent à réglementer des détails ridicules !

Enfin les budgets de grands **Services Publics** devront être obligatoirement équilibrés (SNCF, Sécurité Sociale)...

Mais ce serait une erreur de croire que toutes ces réformes peuvent intervenir sans la collaboration de tous. Il est facile par exemple de protester contre le déficit de la SNCF alors qu'on impose à ce Service les tarifs les plus bas d'Europe et l'entretien de voies secondaires non rentables !

Réforme de l'Economie

La réforme des Finances est un premier point. Celle de notre Economie est tout aussi essentielle. Notre **activité Industrielle** ou **Commerciale** ne peut rester indéfiniment en équilibre précaire entre un socialisme inavoué et un libéralisme incertain. Il faut **savoir choisir,** sous peine d'incohérence.

En fait l'Etat étend déjà sa tutelle sur nos grandes industries de base (matières premières, sources d'énergie, transports)... et sur le Crédit. Par des biais divers il contrôle près de 40 % des salariés. Cette tutelle à la base peut être utile, il n'est point question de revenir dessus ; mais elle est suffisante, et aller plus loin vouerait notre économie à la ruine. L'industrie de transformation et le commerce doivent rester **libres** et fonctionner sous le signe de la **concurrence.** Car de cette activité libre dépend **l'épargne privée,** indispensable aux **investissements privés** sans lesquels rien ne peut se réaliser. L'Etat lui-même, par voie **d'emprunts** fait appel à l'épargne privée pour de grands investissements publics.

Pour sauvegarder cette source essentielle de la richesse nationale et de l'activité du Pays, il faut laisser au commerce et à l'industrie **les moyens** nécessaires, et au premier chef ne pas tarir l'épargne privée par une fiscalité écrasante.

Ces principes de bon sens sont la base même de toute **expansion économique.**

Si l'Etat le comprend, le Commerce et l'Industrie privée doivent aussi comprendre qu'ils ont eux-mêmes, s'ils veulent éviter l'intervention de l'Etat, à réformer profondément les **circuits de distribution** en évitant eux-mêmes les innombrables **intermédiaires** dont l'intervention fait augmenter les prix **très bas à la production** et **très élevés pour le consommateur.** Cette réorganisation des professions est **la rançon de la liberté.** C'est la seconde condition de la restauration de notre vie économique.

Réforme Fiscale

La logique de ces considérations nous amène à conclure à l'urgente nécessité d'une réforme fiscale. Les Français ne rechignent pas devant l'impôt. Mais ils ne peuvent admettre son **effroyable complexité,** sa diversité parfois contradictoire, l'inégalité de sa répartition, les conséquences funestes de ses abus sur la vie économique. Même dans le cadre classique actuel une simplification s'impose et est possible. Mais d'autres systèmes pourraient être envisagés progressivement, tels que **l'impôt sur l'énergie** que la SUEDE commence à appliquer.

Réformes Sociales

Les travailleurs ont assez de bon sens pour comprendre que les réformes sociales ne sont qu'illusions lorsque les finances de l'Etat et l'Economie vont à vau-l'eau. La première des réformes sociales est **l'augmentation du pouvoir d'achat.** Elle n'est possible que dans la **stabilité monétaire.** Il n'a servi de rien aux Vieux Travailleurs de toucher 30.000 frs de plus par an, puisqu'au **même moment les prix montaient en flèche** (lait, viande, vin)... Une réforme apparente, purement **démagogique** est la pire de toute ; elle mécontente les uns par la charge financière qu'elle représente, elle mécontente les bénéficiaires par son inefficacité.

Il est temps de comprendre que les initiatives sociales sont étroitement liées aux intérêts économiques. Vouloir séparer ou opposer les uns aux autres est un non sens ; il n'y a pas d'élévation du niveau de vie des travailleurs possible sans Economie saine, et pas d'Economie saine sans participation des travailleurs à la vie et aux résultats de l'Entreprise.

Rénovation Nationale

Si le sens civique des Français, si l'autorité de l'Etat, si le réalisme du futur Parlement se rejoignent dans cet effort commun indispensable, nous pouvons regarder l'avenir avec confiance.

La France pourra sans inquiétude s'intégrer à **l'EUROPE** et en prendre la tête, tant sur le plan diplomatique, pour s'émanciper d'une tutelle américaine souvent lourde et maladroite, que sur le plan économique ; la réussite du **marché commun** peut-être largement profitable à notre Economie si nous savons créer les conditions préalables dont je viens de parler.

La France pourra encore sans inquiétude rassembler autour d'elle et de l'Europe **les peuples d'outre-mer** qui viennent magnifiquement de lui faire confiance pour former avec nous une vaste **Communauté** riche d'hommes et d'énormes possibilités de toutes sortes.

Plutôt que de vous faire de **vaines promesses** j'ai préféré à la fois vous inviter à réfléchir sérieusement et vous montrer dans quel état d'esprit je conçois la politique de rénovation de notre pays.

Trois problèmes locaux

Si le Député est d'abord responsable de la gestion du Pays tout entier je n'oublie pas qu'il est **aussi** l'intermédiaire naturel entre sa circonscription et les Pouvoirs Publics. Dans cet esprit, je m'attacherai en premier lieu à trois ordres de problèmes :

1) **L'INDUSTRIE** qui doit être fortement développée dans notre région, grâce aux sources d'énergies nouvelles récemment découvertes (pétrole, gaz), et qui s'ajoutent déjà aux sources d'énergie que nous possédions (électricité des Pyrénées). Notre région peut trouver là un débouché important pour sa main-d'œuvre, et notre commerce une source d'activité nouvelle.

2) **L'AGRICULTURE** qui souffre comme partout de l'énorme disproportion entre les **prix à la production très bas** et les **prix très élevés payés par le Consommateur.** L'un des remèdes réside dans la création de **coopératives de production et de distribution.** Des expériences déjà faites pour le lait ou les fruits peuvent être étendues à l'élevage et à l'abattage.

3) **LE TOURISME** enfin, car notre région, avec ses plages, ses lacs, sa vallée de l'Adour, peut-être l'un des «poumons» de la France. Une extension des installations hôtelières actuelles par le crédit hôtelier, l'aménagement des routes touristiques, la création de nouvelles routes, l'ouverture de très nombreux terrains de camping modernes, peuvent amener chez nous plus de 50.000 touristes et estivants supplémentaires pour le plus grand profit de tous. On a trop oublié cette richesse locale.

4) Quant au problème du **LOGEMENT,** je ne vous en parlerai pas, car tout le monde sait que c'est ma «marotte» et que je continuerai comme par le passé et mieux encore à tout faire pour que chaque foyer ait enfin l'habitation indispensable à l'épanouissement de la famille.

Que ce soit sur le plan Général ou sur le plan Local, **ENTHOUSIASME, DYNAMISME, REALISME** ***doivent nous animer pour réaliser ensemble cette grande oeuvre.***

Xavier DEFOS DU RAU,
Candidat Démocrate Chrétien,
Avocat, Conseiller Municipal de Dax,
Ancien Combattant des Forces Françaises Libres,
Croix de Guerre 1939-1945.

VU LE CANDIDAT.

IMPR. GAYON - DAX